



HAL
open science

Vous avez dit espace commun? Introduction

Silvana Segapeli

► **To cite this version:**

Silvana Segapeli. Vous avez dit espace commun? Introduction. Silvana Segapeli. Vous avez dit espace commun?, Peter Lang Éditions scientifiques internationales, pp.14-25, 2022, Action Publique/Public Action, 978-2-87574-396-1. 10.3726/b19429 . hal-04547875

HAL Id: hal-04547875

<https://hal.science/hal-04547875v1>

Submitted on 23 Oct 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Vous avez dit espace commun ?

Introduction

Silvana Segapeli

1. Vous avez dit espace ?

Le titre de ce livre ouvre une question 'nécessaire' dans ces jours de crise pandémique, en sollicitant deux notions : celle d'espace et celle de commun. « Vous avez dit espace commun ? » reprend le titre d'un article du début des années 1990 qu'André Corboz avait écrit pour un numéro spécial de la revue *Casabella*, consacré spécifiquement aux espaces ouverts. Ce texte exprimait, là aussi, une question 'nécessaire' à l'époque, celle de franchir le hiatus entre l'idée d'espace urbain dressée par la modernité et les besoins de la ville contemporaine. « Vous avez dit espace ? »¹ est un article devenu célèbre dans le monde des études urbaines car il a marqué le clivage entre la conception de l'espace isotrope et illimité véhiculé par le fonctionnalisme et la notion contemporaine d'espace urbain. Ce dernier étant devenu un système formel autonome qui, même si ses fonctions utilitaires n'ont pas été totalement désactivées, incarne un régime sensible socialement partagée (Rancière, 2000) structuré par rapport aux usages de la multitude et aux pratiques des habitants (*commoning*).

En Occident, les années 1990 représentent un moment crucial de la transformation des villes, avec une mise en tension de l'idée de croissance et une prise de conscience des enjeux écologiques.

C'était au milieu des années 1990 que Bernardo Secchi exposait dans son article, au titre très évocateur «Can our cities survive?».2², ses inquiétudes sur le changement de rôle et de structure physique et sociale des villes en Europe, en plaidant pour une idée de ville comme laboratoire collectif. Le remplacement de la notion d'espace infini par celle de lieu-environnement a été, selon ce que Vittorio Gregotti affirmait au milieu des années 1990, l'un des facteurs de changement les plus importants dans la fabrication de la ville³. On retrouve les prodromes de ce basculement à partir des années 1960, dans les postures des architectes d'une avant-garde qui voyait dans la relation entre l'espace urbain et la

1 Cf. *Casabella* n. 597-598, "Il Disegno degli spazi aperti", janvier-février 1993, p. 20.

2 Cf. Bernardo Secchi, « 'Can Our Cities Survive?'. 2 » , in *Casabella* 628 novembre 1995, le titre se réfère à une très célèbre publication de José Luis Sert, *Can Our Cities Survive? An ABC of Urban Problems, Their Analysis, Their Solutions*. Cambridge, Harvard University Press, 1942

3 Cf. Vittorio Gregotti, "De l'abri à l'utopie", *Casabella* 625, luglio-agosto 1995

communauté, entre l'organisation de l'espace et la structure des rapports sociaux, un élément fondateur pour une nouvelle culture du projet. Pour les membres du Team X notamment - de Bakema aux Smithson, de De Carlo à van Eyck,- le système des relations, entre une *open society* et la ville, resurgissait comme élément-clé de la refondation du projet. Tout cela a ensuite donné lieu, à partir des années 1980, à une nouvelle logique de l'espace et des mouvements et à la notion de « *space between* »⁴ créatrice de la césure définitive entre espace moderne et espace contemporain.

La production littéraire et scientifique sur le changement de l'infra-ordinaire et de la dimension « corporelle » (Secchi, 1995), antihéroïque, du quotidien de la vie urbaine, était dans ces années-là pléthorique. Le sujet du vivre quotidien, ce que les Smithson appelaient l'*as found*⁵, été devenu une thématique de projet et certainement de débat.

Le discours biopolitique courait en parallèle aux changements sociétaux, économiques et environnementaux, provoquant une rupture - le passage au post-modernisme - et un besoin conséquent de reconstruction de la signification et de l'écriture de l'espace urbain. L'univers du projet était en fait bouleversé par l'émergence d'un régime de transitions - écologique, digitale, bio-technologique, productive postfordiste, économique, sociétale...-. Les années 1990 ont été aussi celles où la prise de conscience des processus de dérégulation des marchés, des mécanismes de la biopolitique et des systèmes méthodiques de désagrégation « des structures collectives capables de faire obstacle à la logique du marché pur »⁶ (Bourdieu, 1998), a commencé à engendrer des phénomènes de résistance, donc la formation de courants plaçant pour le renforcement du rôle de la société civile dans la conception du projet de la ville et pour la mise en place de processus d'*empowerment* des habitants. Tout cela, d'un côté, a finalement orienté l'attention du projet urbain sur la question des espaces publics, et de l'autre a irrigué le débat sur la *vexata quaestio* de la relation entre ville et démocratie, pour une « remise en discussion d'une icône de la modernité : l'homogénéité présumée de l'espace urbain comme prérequis de l'exercice de la citoyenneté »⁷.

Dans la pluralité des courants de pensée anti-néolibéralistes et des mouvements civiques et militants -écologistes, altermondistes, activistes anticapitalisme, etc.- qui ont commencé à

4 Cf. Max Risselada, "Space Between", in G. Postiglione (sous la direction de), *A+P Smithson. Una piccola antologia della critica*, LetteraVentidue Siracusa, 2015p. 66

5 Cf. J. Sergison, "La lezione appresa da Alison et Peter Smithson", in *A+ P Smithson*, op.cit., P.78

6 Cf. Pierre Bourdieu, « L'essence du néolibéralisme », in *Le Monde diplomatique*, mars 1998

7 Cf. Carlo Olmo, *Città e Democrazia. Per una critica delle parole e delle cose*, Donzelli editore, Roma 2018, p. 137 « Il passaggio dal lavoro al consumo (...) mette in discussione un'icona della modernità: l'omogeneità presunta dello spazio urbano come preconditione dello stesso esercizio della cittadinanza » (traduction en français de l'auteur)

agiter le panorama socio-politique des années 1990, en parallèle à d'autres phénomènes - désindustrialisation, décroissance urbaine, post-fordisme, etc. -, le commun comme principe politique a pris une forme incisive et radicale. La pensée critique sur le commun a reçu à partir des années 1990 l'attention de chercheurs de différents champs disciplinaires, pour questionner les processus de renouvellement des cultures et des politiques de l'urbain.

Le commun est de nos jours un principe politique affirmé, une forme d'engagement socialement enracinée, visant, d'un côté, à mettre en pratique la subsidiarité horizontale dans le système de relations entre citoyen et administration et, de l'autre, à faire évoluer la culture du projet, à partir de la base : sa notion même. La nouvelle idée de projet comme « mandat social » entre en résonance avec le principe du commun, puisqu'il agit comme un dispositif qui permet la rencontre entre les différentes disciplines et les différents acteurs - notamment la « communauté de soin » qu'il engendre. L'objectif est, d'un part, de montrer une manière différente de concevoir le projet urbain et territorial par la prise en compte des pratiques habitantes et, de l'autre, de réfléchir aux questions que posent les notions de créativité sociale, de solidarité et de coopération dans le projet et dans le processus de co-création.

2. L'univers du projet urbain face à la pandémie

Ce prisme de lecture de l'espace urbain s'avère être très pertinent aujourd'hui, au moment où, dans la vie quotidienne des villes, l'irruption de la crise sanitaire a conduit à des changements inattendus, en modifiant profondément les scénarios urbains que l'on croyait consolidés. Dans un ralentissement général, les pratiques urbaines ont été remises en cause et probablement la majorité des mutations observées ne sont-elles pas à inscrire dans la sphère de la perte, bien au contraire : la redécouverte de la vie de quartier, le renforcement des réseaux de proximité et des différentes formes de solidarité, la réactivation des circuits piétonniers et cyclistes, la nouvelle perception des systèmes environnementaux et des écotones, etc.; tous éléments ressortant de l'expérience du confinement et qui constituent des ressources précieuses pour une régénération urbaine d'après-crise, en termes de mise en place de pratiques d'innovation sociale comme en termes de préservation des cultures et des politiques urbaines. Une régénération centrée sur l'objectif de prendre soin de la multitude de subjectivités (Hardt, Negri, 2009) qui compose la *civitas*.

La pandémie a aussi mis en exergue le problème des ressources de l'environnement, en montrant l'urgence de les repenser en termes de *Commons*. Leur gestion est devenue, de

nos jours, un élément central de l'innovation sociale et le pivot du débat sur la façon de concevoir, construire et réformer la gouvernance de nos villes.

Ouvrir aujourd'hui l'horizon du projet urbain, notamment celui des espaces de la ville, sur le front du commun signifie dresser une posture qui s'oppose à la paupérisation des imaginaires urbains, à la standardisation, à toute formes d'exclusion et à la course effrénée à la marchandisation. « L'engagement pour le *commun* se manifeste avec force. Il est au cœur des luttes sociales et écologiques (squat, occupation, Zone À Défendre...) et au centre d'une multiplicité d'expérimentations qui transforment en profondeur les formes de vie et d'activité (atelier coopératif, communauté de pratique, centre social autogéré...). »⁸

Les figures, les significations et les rôles de l'espace urbain avaient déjà changé au fil du temps, comme on a pu le voir au cours des dernières décennies, l'ouverture d'un horizon post-capitaliste, la constitution de biens communs en tant que formes de résistance à la privatisation exaspérée du capitalisme et la structuration sociale selon une forme hétérarchique (Citton, 2018) - donc dotée d'une pluralité de systèmes de valeur -, sont des éléments qui avaient déjà préfiguré de nouveaux scénarios.

3. Quel commun ?

Cette étude porte sur les thèmes qui sont à l'intersection entre la dimension de l'espace public et celle de l'espace commun, notamment en milieu urbain, avec un double objectif : d'une part de donner suite au débat sur l'espace urbain, qui pendant quelques décennies a été décliné presque exclusivement sur les thèmes du « vide » laissé par les processus de désindustrialisation ; d'autre part, de cerner la dimension politique du commun, par la pluralité des exemples, des expériences et des théories qui ont vu le jour ces dernières années.

Commun, au singulier, est avant tout un ensemble de formes d'action, selon Dardot et Laval, « 'commun' est devenu le nom d'un régime de pratiques, de luttes, d'institutions et de recherches ouvrant sur un avenir non capitaliste »⁹.

L'univers du commun ne se résume pas à la gestion des biens communs - les biens non rivaux et non exclusifs, inaliénables, visibles ou invisibles -. Le commun est bien plus que l'ensemble de ces biens : dans sa qualité de pratique instituante, en lien étroit avec les communautés de pratiques, il est une modalité de résistance à la privatisation débridée du capitalisme.

8 Cf. Pascal Nicolas-Le Strat, *Le travail du commun*, Éditions du Commun, Rennes, 2016

9 Cf. P. Dardot, C. Laval, 2015. *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, La Découverte, Paris, p.17

Il ne s'agit pas seulement de prendre conscience du « commun naturel » (Ostrom, 1990 ; Hardt, Negri, 2009) - l'eau, l'air, les forêts, la terre, la faune, la flore, etc. - car le commun a un rapport instituant au réel : le faire en commun, le *commoning*, crée le commun. Qu'est-ce qui, alors, relève exactement du commun ? « Le commun est (...) fondamentalement travail du commun par l'effort de pensée et d'action indispensable pour soustraire une réalité à l'appropriation privée ou étatique et pour l'ériger (l'instituer en droit et en pratique) comme réalité inappropriable, rendue accessible à tous selon des modalités établies démocratiquement »¹⁰.

Repenser les termes de la question de la *res publica*, permet de franchir les limites de la matérialité des biens et d'ouvrir un large spectre de catégories « intangibles » à travers lesquelles le périmètre du commun est plus difficile à cerner ; on pense ici aux unités paysagères, au sentir collectif lié aux ambiances, aux écosystèmes des bords des villes, aux régimes des capacités et connaissances (Amartya Sen, 1999), aux registres de pactes et règles communautaires (Ostrom, 1990), etc. Enfin, l'ensemble des communs est en soi un vaste champ d'investigation, terrain d'entente ou de conflit, d'invention et d'expérimentation.

4. Les chapitres

Ce livre a pour objectif de rentrer dans le débat à la fois sur *les communs*, dans le sens de ressources disponibles pour la multitude, et sur *le commun*, dans le sens politique d'un principe qui articule des actions et des pratiques visant à la création de modes de vie fondés sur la solidarité, la démocratie, le respect de l'environnement et de la biodiversité, l'autonomie et la lutte contre la marchandisation et la grande appropriation néolibérale.

La pluralité des voix qui animent cette étude, permet d'apporter des points de vue différents, notamment à travers l'analyse des espaces de vie de la ville, lieux qui se structurent à partir de réseaux de relations et de collaboration civique tissés entre les habitants.

Les thématiques abordées sont devenues centrales en temps de pandémie, face aux risques de ségrégation spatiale, d'inégalités croissantes, de recours à l'entre-soi et aux principes d'exclusion, que la crise sanitaire pourrait induire. Interroger les espaces de vie de la ville et de son territoire devient alors une manière de comprendre le rôle des nouvelles formes de gouvernance dans la définition d'un horizon post-capitaliste, ouvert à l'exploration d'alternatives soutenables de co-design et co-construction. Quels régimes de partage, quelles

¹⁰ *Ibidem*

connaissances et quelles pratiques de citoyenneté active se profilent comme éléments d'innovation ?

Plusieurs approches théoriques et plusieurs études de cas se croisent dans cet ouvrage. Les différents articles sont le fruit d'une série d'échanges entre chercheurs de différentes disciplines (anthropologues, sociologues, géographes, économistes, etc.), professionnels (urbanistes, designers, architectes, artistes, paysagistes), cadres administratifs et étudiants. Un long séminaire de recherche en amont et un colloque en aval ont nourri ce travail collectif, selon une méthode qui nous a permis de créer un large espace de dialogue et de partage à l'échelle internationale. Le jeu de regards croisés entre l'Italie et la France a permis d'installer une logique d'apprentissage réciproque, pour comprendre par analogie la variété des modes de vie et des concepts d'espaces dans leur inéluctable corrélation.

La contribution qu'apporte l'ensemble des articles à ce sujet obéit à la spécificité d'un angle d'observation centré sur le projet de la ville et notamment des espaces publics. La suite des chapitres présente des approches théoriques qui alternent avec des expériences situées, des projets et des interventions dans l'espace public, dans le cadre d'un re-questionnement du projet urbain.

Le long des chapitres, on observera le riche univers des *Commons* selon les regards qu'adresse la multitude des acteurs, en mobilisant un aspect, une culture, une typologie de territoire ou bien une approche, tous différents et particuliers.

Un fil rouge parcourt l'ouvrage entier : une observation attentive des pratiques basées sur la collaboration et la coopération qui peuvent produire de nouvelles formes d'organisation spatiale, de capacitation sociale, de solidarité morale et de nouvelles manières de concevoir la vie quotidienne.

>Formes citoyennes de cogestion des communs

Après un an passé dans le tunnel des cycles de confinement, une conscience différente de l'espace urbain a pris forme : les espaces publics et les espaces communs commencent à être conçus comme des lieux d'exploration des différentes façons de co-construire la ville, comme des domaines d'expérimentation du projet urbain, comme plates-formes de diffusion des nouvelles maïeutiques de la citoyenneté active et du vivre ensemble.

Le rôle des cultures urbaines avait déjà évolué, mais dans les dernières décennies l'institution des *Commons* comme mode de résistance aux logiques du néo-libéralisme a construit un paysage commun intéressant, à explorer.

Les articles de ce chapitre liminaire relatent une forme différente de créativité qui est en train de se configurer grâce aux pratiques de *commoning* ; d'après Stavros Stavrides, ce sont ces

pratiques, non nécessairement nouvelles mais chargées d'un nouveau sens, qui ouvrent l'univers des possibles et qui sont fruit d'un travail de coopération: « Des communautés émergentes de créateurs et d'utilisateurs de l'espace urbain : une perspective qui transforme l'espace urbain en espace commun, en espace-comme-commun » (Stavrides, 2016).

Quelles formes d'intervention projectuelles encourager pour favoriser la création de communautés de soins des espaces urbains ? Tables de co-conception, *think tank* d'orientation et de réflexion, assemblées, arènes publiques, *communities of Inquiry* etc. Il semble de plus en plus que se définissent des scénarios collaboratifs à l'intérieur desquels concevoir les transformations nécessaires des espaces de proximité.

>Pratiques de résistance, pratiques de citoyenneté

Dans ce chapitre les auteurs ont développé un discours qui pluralise la cité. La ville contemporaine, d'Est en Ouest, du Nord au Sud, est observée comme le lieu d'émergence de nouveaux dispositifs de cogestion et de co-design -une sorte d'« usine de production du commun » (Hardt, Negri, 2009) - apparus comme formes nécessaires de résistance. Comment, dans les différents pays, au sein de diverses cultures et situation socio-politiques, les individus arrivent-ils à instituer le commun dans des situations difficiles, afin de mieux gérer les ressources communes ? Plusieurs projets de réactivation urbaine et nombreux modèles de gestion citoyenne sont expérimentés, partout sur la planète, à partir d'outils et de dispositifs, différents selon les communautés impliquées et selon les échelles d'action. Une réflexion élargie et « décentrée » s'impose alors sur cette nouvelle culture urbaine, sur ses multiples manifestations à échelle internationale, voire sur ses racines et ses héritages de modes de gestion partagés qu'il s'agit aujourd'hui de redécouvrir.

De nombreuses villes européennes et extra-européennes expérimentent de nouveaux protocoles d'intervention dans les espaces de vie de la ville, qui sont à la fois terrains de rencontre, de partage, d'innovation urbaine ainsi que réserve de la pluralité des formes sensibles de résistance et de remise en question des politiques d'esthétisation.

>Ruralités contemporaines et espaces partagés

Le caractère local de certaines investigations émerge notamment dans ce chapitre consacré aux nouvelles ruralités. D'un point de vue post-capitaliste, s'intéresser au statut des territoires ruraux contemporains constitue une occasion pour poser sous un nouveau jour la question des complémentarités ville-campagne, dans une optique de biens communs. De nombreuses formes d'action parcourent les territoires hors de la métropolisation, dont il est opportun de mesurer la portée en termes d'imaginaire, de rapport aux ressources, de

pouvoir d'agir (*capabilities*). Dans ce cadre, quel est le statut de l'espace public dans les territoires situés en dehors d'un référentiel urbain ou métropolitain ? De quelle manière l'intervention sur ses formes et ses matérialités, intégrant un questionnement sur les processus de projet (chantiers participatifs, initiatives habitantes, processus de co-design) et le statut de l'espace (au-delà de la dichotomie public-privé), constitue-t-elle une occasion pour poser les bases d'un travail sur les biens communs ?

>Nouveaux espaces de vie, nouvelles formes de gouvernance

Ce chapitre interroge la relation entre les citoyens et l'administration, pour vérifier dans le concret comment le principe de subsidiarité peut s'appliquer pour définir de nouveaux protocoles d'intervention basés sur le dialogue entre les parties prenantes d'un projet.

Turin, en Italie, a été choisie en tant que cas d'étude comparée, pour une mise en parallèle avec la ville de Saint-Etienne, afin d'observer et comprendre la multiplicité des chemins de transformation déjà entrepris à partir des années 1990, en réponse aux processus de désurbanisation et de paupérisation des territoires post-industriels.

Turin avait déjà, depuis quelques années, commencé à expérimenter de nouveaux protocoles d'intervention dans les espaces de vie de la ville, à travers l'adoption d'une charte des biens communs et tout récemment à travers le lancement des projets européens « Co-City » d'abord et « ToNite » ensuite. Ces processus incarnent une volonté de rénovation des dispositifs de relation entre citoyens et administration, de remise en cause des politiques d'esthétisation et d'activation du levier des capacités d'autoconstitution (*autoempowerment*). Cette orientation des politiques urbaines vers l'innovation sociale et la régénération urbaine peut devenir matière précieuse dans la gestion de l'après-crise pandémique.

>Le projet à l'épreuve des communs

La thématique des *Commons* intercepte aussi le terrain de la pédagogie. L'étude des espaces communs s'ouvre de manières assez différentes à l'ensemble des disciplines qui s'occupent des transformations urbaines et sociétales. Plusieurs questions se posent dans ce cadre, celle qui semble la plus récurrente montre en filigrane un problème social majeur : la nécessité réclamée à plusieurs voix d'un dialogue entre les parties prenantes, sans lequel on ne pourra jamais dessiner l'en-commun. Comment prendre en compte, dans la définition du cadre didactique de travail, les apports provenant du riche et complexe système d'acteurs, extérieur à celui de l'université ? Quelle pédagogie inventer et quel système de relation mettre en place pour que le lien se tisse ?

>La co-gouvernance des paysages

Si le thème central de l'ouvrage reste principalement attaché à la question de l'espace commun urbain, néanmoins plusieurs questions « territoriales » montrent la nécessité d'une approche interscalaire : elles sont traitées d'une façon plus approfondie dans le chapitre qui décrit les formes de co-gouvernance liées au paysage. Thématique cruciale dans l'aménagement paysager puisqu'il s'agit de traiter de l'efficacité des politiques des plans paysagers à l'échelle locale, avec une attention particulière aux contextes sensibles ou fragiles. Dans ce cadre, le paysage constitue un laboratoire pour l'expérimentation et l'élaboration d'actions basées sur la collaboration à la construction de scénarios partagés.

>Dialogue avec une œuvre

Ce chapitre se concentre sur une expérience particulière dans la ville de Saint-Etienne : un observatoire photographique centré sur la question des espaces ordinaires devient le dispositif d'enquête sur les espaces communs urbains. Une série d'images, isolées – en composition paratactique- ou à grappes, constitue le fruit d'un travail visuel, patient, d'observation et d'analyse effectué durant une longue résidence artistique.

Les deux chapitres consacrés aux deux villes, Turin et Saint-Etienne, enrichissent la réflexion sur les espaces urbains comme moteur de transformation sensible et terrain d'expérience d'une société en mutation. Deux cultures sont mises en parallèle, dans la confrontation à l'épreuve des *Commons* et la nécessité de nouvelles formes de gouvernance. Ces deux villes post-industrielles, situées sur l'axe transalpin, sont mises en tension, pour prendre corps et se dévoiler à travers des expériences différentes dont le nœud commun est la *legacy* de la ville ouvrière. Il est évident que les mesures qui favorisent la vie collective, avec ses ambiances et ses qualités (partage, solidarité, proximité), trouvent leur origine dans les pratiques de la ville ouvrière : l'auto-organisation, l'économie collaborative, les logiques de percolation public-privé.